

**CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC**  
**UNIVERSITE NUMERIQUE EN SANTE ET SPORT.fr (UNESS.fr)**

Les Etablissements suivants sont membres du Groupement d'Intérêt Public Université Numérique En Santé et Sport.fr, dont le siège est sis 42 rue Paul DUEZ, 59000 Lille, immatriculé sous le numéro SIREN 185 921 657 :

1. Aix-Marseille Université, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 191 318 435, dont le siège est sis Jardin du Pharo, 58 boulevard Charles Livon, 13284 MARSEILLE Cedex 07, représentée par son Président / sa Présidente,
2. Université d'Angers, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 194 909 701, dont le siège est sis 40, rue de Rennes – BP 3582, 49035 ANGERS Cedex 01, représentée par son Président / sa Présidente,
3. Université des Antilles, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 199 715 855, dont le siège est sis Campus de Fouillote – BP 250, 97157 POINTE-A-PITRE, représentée par son Président / sa Présidente,
4. Université d'Artois, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 196 244 016, dont le siège est sis 9, rue du Temple – BP 665, 62030 ARRAS Cedex, représentée par son Président / sa Présidente,
5. Université de Franche-Comté, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 192 512 150, dont le siège est sis 41 bis, avenue de l'Observatoire, 25000 BESANÇON, représentée par son Président/sa Présidente,
6. Université de Bordeaux, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 130 018 351, dont le siège est sis 35, place Pey-Berland, 33000 BORDEAUX, représentée par son Président /sa Présidente,
7. Université de Bourgogne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 192 112 373, dont le siège est sis Esplanade Erasme – BP 27877, 21078 DIJON Cedex, représentée par son Président /sa Présidente,
8. Université de Bretagne Occidentale, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 192 903 466, dont le siège est sis 3, rue des Archives, 29238 BREST Cedex 3, représentée par son Président /sa Présidente,
9. Université de Caen Normandie, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 191 414 085, dont le siège est sis Esplanade de la Paix – CS 14032, 14032 CAEN Cedex 5, représentée par son Président /sa Présidente,
10. Université Clermont Auvergne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 130 022 775, dont le siège est sis 49 boulevard François Mitterrand, CS 60032, 63000 CLERMONT FERRAND, représentée par son Président /sa Présidente,

11. Université Grenoble Alpes, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 130 026 081, dont le siège est sis 621, avenue Centrale, 38400 SAINT MARTIN D'HERES, représentée par son Président /sa Présidente,
12. Université de Haute-Alsace, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 196 811 665, dont le siège est sis 2, rue des Frères Lumière, 68093 MULHOUSE Cedex, représentée par son Président /sa Présidente,
13. Université de La Réunion, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 199 744 780, dont le siège est sis 15 avenue René Cassin – CS 92003, 97744 SAINT-DENIS Cedex 9, représentée par son Président /sa Présidente,
14. Université de Lille, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 130 023 583, dont le siège est sis 42, rue Paul Duez 59000 LILLE, représentée par son Président /sa Présidente,
15. Université de Limoges, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 198 706 699, dont le siège est sis 33, rue François Mitterrand – BP 23204, 87032 LIMOGES Cedex 1, représentée son Président /sa Présidente,
16. Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO), établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 195 944 038, dont le siège est sis 1, place de l'Yser – BP1022, 59140 DUNKERQUE, représentée par son Président /sa Présidente,
17. Université de Lorraine, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 130 015 506, dont le siège est sis 34 Cours Léopold, 54000 NANCY, représentée par son Président /sa Présidente,
18. Université Claude BERNARD - Lyon 1, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 196 917 744, dont le siège est sis 43, boulevard du 11 novembre 1918, 69622 VILLEURBANNE Cedex, représentée par son Président /sa Présidente,
19. Université de Montpellier, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 130 020 548, dont le siège est sis 163, rue Auguste Broussonet, 34090 MONTPELLIER, représentée par son Président /sa Présidente,
20. Université de Nantes, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 194 409 843, dont le siège est sis 1, quai de Tourville – BP 13522, 44035 NANTES Cedex 1, représentée par son Président /sa Présidente,
21. Université Côte d'Azur, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel expérimental, inscrit sous le numéro SIREN 130 025 661, dont le siège est sis Grand Château, 28, avenue Valrose – BP 2135, 06103 NICE Cedex 2, représentée son Président /sa Présidente,

22. Université d'Orléans, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 194 508 552, dont le siège est sis Château de La Source, avenue du Parc Floral – BP 6749, 45067 ORLEANS Cedex 2, représentée par son Président /sa Présidente,
23. Sorbonne Université, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 130 023 385, dont le siège est sis 21, rue de l'Ecole de médecine, 75006 PARIS, représentée par son Président /sa Présidente,
24. Université de Paris, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 130 025 737, dont le siège est sis 85, boulevard Saint-Germain, 75006 PARIS, représentée par son Président /sa Présidente,
25. Université Paris Nanterre, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 199 212 044, dont le siège est sis 200, avenue de la République, 92001 NANTERRE Cedex, représentée par son Président /sa Présidente,
26. Université Paris-Saclay, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 130 026 024, dont le siège est sis Espace Technologique – Bâtiment Discovery, Route de l'Orme aux Merisiers, 91190 SAINT-AUBIN, représentée par son Président /sa Présidente,
27. Université Paris-Est Créteil Val de Marne (UPEC), établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 199 411 117 dont le siège est sis 61, avenue du Général de Gaulle, 94010 CRETEIL, représentée par son Président /sa Présidente,
28. Université Sorbonne Paris Nord, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 199 312 380, dont le siège est sis Campus de Villetaneuse – 99, avenue Jean-Baptiste Clément, 93430 VILLETANEUSE, représentée par son Président /sa Présidente,
29. Université de Perpignan Via Domitia (UPVD), établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 196 604 375, dont le siège est sis 52, avenue Paul Alduy, 66860 PERPIGNAN Cedex 9, représentée par son Président /sa Présidente,
30. Université de Picardie Jules Verne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 198 013 443, dont le siège est sis 1, Chemin du Thil, CS 52501, 80025 AMIENS Cedex 1, représentée par son Président /sa Présidente,
31. Université de Poitiers, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 198 608 560, dont le siège est sis 15, rue de l'Hôtel Dieu, 86034 POITIERS Cedex, représentée par son Président /sa Présidente,
32. Université de Reims Champagne-Ardenne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 195 112 966, dont le siège est sis 9, boulevard de la Paix, 51097 REIMS Cedex, représentée son Président /sa Présidente,

33. Université de Rennes 1, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 193 509 361, dont le siège est sis 2, rue du Thabor – CS 46510, 35065 RENNES Cedex, représentée par son Président /sa Présidente,
34. Université de Rouen Normandie, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 227 619 042, dont le siège est sis 1, rue Thomas Becket, 76821 MONT-ST-AIGNAN Cedex, représentée par son Président /sa Présidente,
35. Université Jean Monnet Saint-Etienne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 194 210 951, dont le siège est sis 10, rue Tréfilerie, 42023 SAINT-ETIENNE Cedex 2, représentée par son Président /sa Présidente,
36. Université de Strasbourg, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 130 005 457, dont le siège est sis 4, rue Blaise Pascal, 67081 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président /sa Présidente,
37. Université de Toulon, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 198 307 662, dont le siège est sis avenue de l'Université – BP 20132, 83957 LA GARDE Cedex, représentée son Président /sa Présidente,
38. Université de Toulouse III – Paul Sabatier, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 193 113 842, dont le siège est sis 118, Route de Narbonne, 31062 TOULOUSE Cedex 9, représentée par son Président /sa Présidente,
39. Université de Tours, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 193 708 005, dont le siège est sis 60, rue du Plat d'Etain, 37020 TOURS Cedex, représentée par son Président /sa Présidente,
40. Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ), établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 197 819 444, dont le siège est sis 55, avenue de Paris, 78035 VERSAILLES Cedex, représentée par son Président /sa Présidente,
41. Université Polytechnique Hauts-de-France, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel expérimental, inscrit sous le numéro SIREN 195 932 793, dont le siège est sis Mont-Houy, 59313 VALENCIENNES Cedex 9, représentée par son Président /sa Présidente,
42. Institut Catholique de Lille (ICL), association déclarée reconnue d'utilité publique et établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général, inscrit sous le numéro SIREN 775 624 240, dont le siège est sis 60, boulevard Vauban, BP 109, 59016 LILLE Cedex, représenté par son Président / sa Présidente,
43. Conférence des Présidents d'Université (CPU), association loi 1901, inscrite sous le numéro SIREN 504 248 626 dont le siège social est 103 boulevard Saint Michel, 75005 PARIS, représentée son Président /sa Présidente,

### **Article 1er : Dénomination**

La dénomination du Groupement est « Université Numérique En Santé et Sport.fr » (UNESS.fr), succédant à l'«Université Numérique Francophone des Sciences de la Santé et du Sport» (UNF3S).

### **Article 2 : Objet**

Le GIP a pour objet de favoriser le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les formations initiales et continues des professionnels de la santé et du sport, tant au niveau national qu'international.

Les objectifs du GIP sont les suivants :

- proposer un environnement numérique, des services à valeurs ajoutées et des contenus pédagogiques mutualisés pour la formation initiale et continue des professionnels de santé et du sport ;
- favoriser la mutualisation des ressources numériques d'enseignement et de formation des universités contractantes afin de promouvoir un système d'enseignement de la santé et du sport, appuyé sur les Technologies d'Information et de Communication les plus compétitives pour la formation initiale et la formation continue des professionnels de la santé et du sport ;
- favoriser et coordonner la création et la diffusion de contenus numériques pédagogiques de qualité, sous le contrôle de l'Université, avec la collaboration des collègues d'enseignants et des sociétés savantes pour chaque discipline ;
- participer à la formation des enseignants, des personnels techniques et administratifs, à la pédagogie numérique et aux usages pédagogiques des TIC ; former les professionnels de la santé et du sport à l'usage des TIC ;
- favoriser la formation par le numérique des étudiants et des professionnels de la santé et du sport à la recherche scientifique ;
- développer les relations internationales utiles aux objectifs du GIP et contribuer à la promotion de la culture francophone des sciences de la santé et du sport ;
- contribuer au développement d'une information médicale, sanitaire et sportive de qualité par le numérique, favoriser l'éducation à la santé ;
- mener toutes les actions en veillant à leur bonne articulation avec les stratégies des universités membres, qui pourront librement exploiter les acquis du GIP pour l'ensemble de leurs unités de formation ;
- veiller également à harmoniser ses actions avec les politiques des tutelles institutionnelles, dans le respect de l'autonomie des universités.

Le GIP n'a pas vocation à délivrer des diplômes universitaires ni à procéder à l'inscription universitaire des usagers, ces activités relèvent de la compétence exclusive des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel membres.

### Article 3 : Siège

Le siège du GIP est établi au siège de l'Université de Lille, 42, rue Paul Duez, 59000 LILLE.  
Il pourra être transféré par décision de l'Assemblée Générale des membres du Groupement.

### Article 4 : Durée

Le Groupement a été constitué pour une durée initiale de six ans par arrêté interministériel du 17 juillet 2003 publié au Journal Officiel du 13 août 2003. Il a été prorogé par décisions interministérielles publiées au Journal Officiel du 30 août 2009 pour une durée de six ans à compter du 13 août 2009.

Par arrêté interministériel en date du 22 octobre 2014, publié au Journal Officiel le 13 décembre 2014, le Groupement a été prorogé pour une durée de dix ans à compter de la publication de l'extrait de l'arrêté approuvant cette modification.

### Article 5 : Adhésion - Démission – Suspension - Exclusion

Adhésion : au cours de son existence, le Groupement peut accepter de nouveaux membres, par décision de l'Assemblée Générale du GIP, prise à la majorité qualifiée des deux tiers des droits de vote, sur la proposition du Conseil d'Administration.

Retrait : en cours d'exécution de la convention, tout membre peut se retirer du Groupement pour motif légitime, sous réserve d'avoir notifié son intention trois mois avant la fin de l'exercice en cours, d'être à jour du paiement de sa cotisation et que les modalités financières et autres de ce retrait aient reçu l'accord de l'Assemblée Générale.

Suspension - Exclusion : la suspension ou l'exclusion d'un membre peut être prononcée par l'Assemblée Générale du GIP, à la majorité qualifiée des deux tiers des droits de vote, sur proposition du Conseil d'Administration en cas de manquement grave ou d'inexécution de ses obligations, notamment dans les hypothèses suivantes :

- non-paiement des cotisations ou des contributions, après mise en demeure restée infructueuse,
- inobservation de la convention constitutive ou, s'il en existe un, du règlement intérieur,
- atteinte à l'image et à la réputation du Groupement ou de l'un de ses membres,
- comportement incompatible avec l'objet du Groupement.

La durée de la suspension est fixée par le Conseil d'Administration avant la soumission au vote de l'Assemblée Générale.

La suspension a pour effet de priver le membre concerné du droit de vote et des services et actions proposés par le Groupement à ses membres.

Le membre dont la suspension d'adhésion ou l'exclusion est envisagée est entendu au préalable par le Conseil d'Administration puis par l'Assemblée Générale. Il ne prend pas part au vote portant sur sa suspension ou son exclusion.

Les dispositions financières et autres prévues pour le retrait s'appliquent au membre exclu.

### Article 6 : Partenaires associés

Toute personne morale de droit public ou de droit privé, dont les activités ont un lien avec l'objet du Groupement ou qui collabore à ses projets de recherche peut devenir « partenaire associé », non membre du Groupement.

Toute demande de partenariat est adressée par écrit au Président et approuvée par l'Assemblée Générale. Ces partenaires associés siègent avec voix consultative à l'Assemblée Générale, sur invitation du Président. N'étant pas membre du Groupement, ils ne disposent à ce titre d'aucun droit de vote.

Est de droit « partenaire associé » du Groupement : l'Etat représenté par le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

### Article 7 : Capital

Le Groupement est constitué sans capital.

### Article 8 : Droits et obligations

Les membres du Groupement sont représentés à l'Assemblée Générale dans trois collèges :

- Premier collège : établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel,
- Deuxième collège : établissements d'enseignement supérieur privés
- Troisième collège : autres personnes morales

La répartition des droits de vote entre les collèges est la suivante :

- Premier collège : 93 %
- Deuxième collège : 1%
- Troisième collège : 6%

Les droits de vote sont fixés pour l'année n+1 par l'Assemblée Générale au cours d'une année n lors de l'adoption du budget de l'année n+1, sur proposition du Conseil d'Administration selon la règle suivante :

Pour le premier collège, la répartition du nombre des voix est établie en fonction du nombre d'étudiants inscrits en formation initiale en médecine, pharmacie, odontologie et STAPS, étant précisé que le nombre des étudiants s'apprécie au regard des chiffres du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche recensant les étudiants inscrits en formation initiale au 15 janvier de l'année n.

Pour le deuxième et le troisième collège, la répartition des voix est établie à parts égales entre les membres.



<b>1. EPSCP</b>	Droits statutaires : 93%
Nombre de voix par établissement déterminé par le nombre de ses étudiants inscrits en formation initiale en médecine, pharmacie, odontologie et STAPS	Voix attribuées
Inférieur à 1 500	1
De 1 501 à 4 500	2
De 4 501 à 7.500	3
De 7 501 à 10 500	4
De 10 501 à 15 000	5
Supérieur à 15 000	6
<b>2. Etablissements d'Enseignement supérieur privés</b>	Droits statutaires : 1 %
Chaque membre dispose du même nombre de voix	Total des voix du collège 1 x (1/93) /Nombre de membres du collège 2
<b>3. Autre(s) personne(s) morale(s)</b>	Droits statutaires : 6%
Chaque membre dispose du même nombre de voix	Total des voix du collège 1 x (6/93) /Nombre de membres du collège 3

Dans leurs rapports entre eux, les membres sont tenus au respect des obligations du groupement dans les proportions ci-dessus. Dans leurs rapports avec les tiers, les membres ne sont pas solidaires ; ils sont responsables des dettes du Groupement à proportion de leurs contributions aux charges du Groupement.

#### **Article 9 : Contributions des membres**

Les montants des cotisations des membres du premier collège sont fixés pour l'année n+1 par l'Assemblée Générale au cours d'une année n lors de l'adoption du budget de l'année n+1, sur proposition du Conseil d'Administration et à partir des chiffres des inscriptions du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche recensant les étudiants en médecine, pharmacie, odontologie et STAPS inscrits en formation initiale au 15 janvier de l'année n. Le montant de la cotisation est calculé sur la base d'un coût forfaitaire par étudiant. Ce coût forfaitaire par étudiant est déterminé par une délibération annuelle de l'Assemblée Générale lors de l'adoption du budget.

Les montants des cotisations des membres du deuxième collège sont fixés pour l'année n+1 par l'Assemblée Générale au cours d'une année n lors de l'adoption du budget de l'année n+1, sur proposition du Conseil d'Administration et à partir des chiffres des inscriptions en formation initiale en médecine, pharmacie, odontologie et STAPS au 15 janvier de l'année n. Le montant de la cotisation est calculé sur la base d'un coût forfaitaire par étudiant. Ce coût forfaitaire par étudiant est déterminé par une délibération annuelle de l'Assemblée Générale lors de l'adoption du budget.

Les montants des contributions des membres du troisième collège sont déterminés par une délibération annuelle de l'Assemblée Générale lors de l'adoption du budget.

Dans les cas autres que le versement d'une participation financière, la valeur des contributions doit être appréciée d'un commun accord entre le Groupement et le membre intéressé. La valeur des contributions autres que financières doit faire l'objet d'une estimation précise ; le cas échéant, ces contributions font l'objet



d'ajustements pour chaque année budgétaire. L'Assemblée Générale prend une délibération spéciale pour autoriser les contributions autres que financières et entériner l'estimation à laquelle il a été procédé.

### **Article 10 : Financement des projets**

Le Groupement finance des projets répondant à son objet social présentés par ses membres, selon les règles qu'il détermine.

Les financements attribués par le Groupement dépendent de la qualité des projets présentés et non des montants des cotisations des membres.

### **Article 11 : Les personnels**

#### 11.1 Mise à disposition

Les personnels mis à la disposition du Groupement par les membres restent régis par leur statut d'origine ou par les stipulations de leur contrat de travail. Leur employeur garde à sa charge leur rémunération, leur couverture sociale, leurs assurances et conserve la responsabilité de leur avancement. Ces personnels sont placés toutefois sous l'autorité fonctionnelle du Directeur.

La mise à disposition de personnels peut être effectuée sans contrepartie financière. Elle peut également faire l'objet d'une facturation au Groupement par les membres employeurs. Cette facturation est effectuée à prix coûtant, c'est-à-dire pour le montant exact des frais engagés.

Ces personnels sont remis à la disposition de leur corps ou organisme d'origine :

- à la demande des intéressés lorsqu'ils relèvent du statut général de la fonction publique,
- par décision du Conseil d'Administration sur proposition du Directeur,
- à la demande de l'organisme d'origine,
- dans le cas où cet organisme se retirerait du Groupement,
- en cas de faillite, dissolution ou absorption de cet organisme.

#### 11.2 Détachement et autres mises à disposition

Des agents relevant d'une personne morale de droit public mentionnée à l'article 2 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, non membres du Groupement peuvent être placés auprès du Groupement dans une position conforme à leur statut.

#### 11.3 Personnels propres

La réalisation des objectifs du Groupement peut justifier le recrutement de personnels propres à titre complémentaire conformément aux dispositions légales.

Les personnels propres au Groupement sont soumis au régime de droit public prévu au décret n°2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public.

## Article 12 : Gestion et tenue des comptes

Le Groupement est soumis aux règles de la comptabilité publique. Les dispositions des titres Ier et III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique, à l'exception des dispositions relatives au contrôle budgétaire (article 220 à 228), lui sont applicables.

## Article 13 : Ressources

Les ressources du Groupement comprennent :

1. les contributions financières de ses membres,
2. la mise à disposition sans contrepartie financière de personnels, de locaux ou d'équipements,
3. les subventions,
4. les produits des biens propres ou mis à disposition, la rémunération des prestations et les produits de la propriété intellectuelle,
5. les emprunts et autres ressources d'origine contractuelle, étant précisé que le groupement a interdiction de contracter auprès d'un établissement de crédit un emprunt dont le terme est supérieur à douze mois ou d'émettre un titre de créance dont le terme excède cette durée,
6. les dons et les legs.

## Article 14 : Contrôle

Le Groupement est soumis au contrôle de la Cour Des Comptes dans les conditions prévues par le code des juridictions financières.

## Article 15 : Assemblée Générale

### 15.1 Composition

L'Assemblée Générale est composée de l'ensemble des membres du Groupement. Chaque membre dispose du nombre de voix résultant de la règle stipulée à l'article 8.

Il appartient au représentant légal de chaque personne morale membre de désigner son représentant à l'Assemblée Générale.

Les Universités sont représentées de plein droit par leur Président ou par une personne disposant du pouvoir d'engager l'établissement pour le représenter lors de l'Assemblée Générale.

Le Président peut convier des experts qui siègent sans droit de vote pour conseiller l'Assemblée Générale sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.

En tant que « partenaire associé », le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche siège avec voix consultative à l'Assemblée Générale. N'étant pas membre du Groupement, il ne dispose à ce titre d'aucun droit de vote.

Le Directeur du Groupement, le Vice-Président et l'Agent comptable, le Président du Conseil Scientifique et Éthique ainsi que le Président et le Directeur Général de(s) filiale(s) de l'UNESS.fr assistent avec voix consultative aux réunions de l'Assemblée Générale. Le Président lorsqu'il ne dispose pas du droit de vote a voix consultative.

Le mandat des représentants est exercé gratuitement.

## 15.2 Fonctionnement

L'Assemblée Générale se réunit sur convocation du Président. Elle se réunit au moins deux fois par an de façon présentielle.

Elle se réunit de droit à la demande du quart de ses membres sur un ordre du jour déterminé ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins un quart des voix.

L'Assemblée Générale est convoquée par tout moyen y compris électronique, avec un délai minimal de prévenance de quinze (15) jours.

La convocation indique l'ordre du jour, la date et le lieu de la réunion.

Le vote par procuration est autorisé dans la limite de quatre procurations par membre présent ou représenté.

Si, lors de la première convocation, les représentants des deux tiers des droits statutaires ne sont pas présents ou représentés, il est procédé à une deuxième convocation, dans les mêmes conditions que la première. Dans ce cas, l'Assemblée Générale délibère valablement si les représentants de la moitié des droits statutaires sont présents ou représentés.

Le Président peut convoquer l'Assemblée Générale en urgence dans un délai de 8 jours et tenir dans ce cas l'Assemblée Générale par visio-conférence.

La présidence de l'Assemblée Générale est assurée par le Président. En cas d'empêchement, il est remplacé par le Vice-Président.

## 15.3 Attributions

Sont de la compétence de l'Assemblée Générale :

1. l'adoption du programme annuel d'activités,
2. l'approbation du budget et du compte financier,
3. la fixation des participations respectives,
4. les modalités d'appréciation de la valeur des contributions non financières, dans le respect des règles fixées par le recueil des normes comptables des organismes publics,
5. la création de filiale, la prise de participation dans d'autres entités juridiques,
6. l'élection et le remplacement des administrateurs,
7. toute décision de modification ou de renouvellement de la convention,
8. la transformation du groupement en une autre structure,
9. la prorogation ou la dissolution anticipée du groupement ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation,
10. l'adoption du règlement intérieur et de ses modifications,

11. le transfert du siège du groupement,
12. l'admission de nouveaux membres,
13. la suspension ou l'exclusion d'un membre.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés, à l'exception des décisions de modification ou de renouvellement de la convention, de transformation du Groupement en une autre structure ou de dissolution anticipée du groupement qui sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

La décision d'exclusion d'un membre ne peut être valablement prise qu'en dehors de la présence du membre concerné ou abstraction faite de sa voix ou de ses voix délibératives.

Les décisions de l'Assemblée Générale, consignées dans un procès-verbal, obligent tous les membres.

### **Article 16 : Conseil d'Administration**

Le Groupement est administré par un Conseil d'Administration composé de 6 à 20 personnes physiques. Les administrateurs sont nommés pour une durée de trois ans renouvelables et révocables par l'Assemblée Générale, prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale nommant leur remplaçant. Leur mandat est exercé gratuitement. Le Conseil d'Administration prend toutes les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'Assemblée Générale, notamment :

1. élection et révocation du Président et du vice-Président,
2. proposition du programme annuel d'activité soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale,
3. proposition du budget annuel, des budgets rectificatifs et du compte financier soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale,
4. fonctionnement du Groupement,
5. proposition des montants des cotisations des membres soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale,
6. sur proposition du Président, nomination du Directeur,
7. sur proposition du Directeur, recrutement et gestion du personnel, dans la limite du budget voté et suivant le tableau des emplois,
8. proposition d'adoption du règlement intérieur et de ses modifications,
9. proposition de création de filiale soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale,
10. prise de participation dans d'autres entités juridiques soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale,
11. adhésion ou association du Groupement à d'autres structures,
12. proposition d'admission de nouveaux membres,
13. proposition de suspension ou d'exclusion d'un membre,
14. modalités financières et autres du retrait d'un membre du Groupement.

Le Conseil d'Administration donne son avis sur les orientations stratégiques de la filiale.

En tant que partie prenante des orientations stratégiques relatives à la formation en santé à l'échelle nationale, le Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche est représenté au Conseil d'Administration sans être membre du Groupement. Il ne dispose à ce titre d'aucun droit de vote. Le Directeur, l'Agent comptable ainsi que le Président et le Directeur Général de(s) filiale(s) de l'UNESS.fr assistent avec voix consultative au Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige sur la convocation de son Président ou à la demande du tiers de ses membres. Le Conseil d'Administration délibère valablement si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Chaque administrateur peut donner mandat à un autre administrateur pour le représenter. Chaque administrateur ne peut recevoir plus de deux mandats. Lorsque le quorum n'est pas atteint sur première convocation, une seconde convocation est adressée aux administrateurs qui délibèrent valablement si le tiers de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

Les réunions du Conseil d'Administration peuvent se tenir par visioconférence assortie d'un vote électronique. Le Conseil d'Administration est convoqué par tout moyen y compris électronique, avec un délai minimal de prévenance de quinze jours. Le Président peut convoquer le Conseil d'Administration en urgence, dans un délai de 8 jours, qui se tient en pareil cas par visioconférence.

Le Conseil d'Administration peut donner délégation de pouvoirs au Directeur, dès lors que la délégation consentie garde un objet précis et déterminé. Les délégations sont données pour une durée limitée ; elles expirent au plus tard à chaque renouvellement du Conseil d'Administration ou au changement de Directeur. Le Directeur rend compte à chaque Conseil d'Administration de l'usage des pouvoirs qui lui ont été délégués ; il donne communication au Conseil d'Administration de tous les engagements pris en vertu des délégations qui lui ont été consenties.

Le Directeur et le Président du Conseil Scientifique et Éthique assistent avec voix consultative au conseil d'administration.

#### **Article 17 : Président**

Le Président, Président d'Université ou de Communauté d'universités et établissements (Comue) à la date du scrutin, est élu à la majorité absolue des membres du Conseil d'Administration parmi ses membres pour une durée de trois ans prenant fin à l'issue du Conseil d'Administration nommant son remplaçant. Il est Président du Conseil d'Administration. A ce titre, il :

- arrête l'ordre du jour des séances du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale en liaison avec le Directeur,
- convoque le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale en liaison avec le Directeur,
- préside les séances du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale,
- propose la nomination du Directeur au Conseil d'Administration.

Une fois par an, il soumet au Conseil d'Administration un rapport d'activité du Groupement.

Un Vice-Président est élu en même temps que le Président à la majorité absolue des membres du Conseil d'Administration parmi ses membres pour une durée de trois ans prenant fin à l'issue du Conseil d'Administration nommant leurs remplaçants.

Le Président peut déléguer certains de ses pouvoirs et/ou sa signature au Vice-Président. Les délégations doivent avoir un objet précis et déterminé. Le Président peut y mettre fin à tout moment.

### Article 18 : Directeur

Le GIP est doté d'un Directeur nommé par le Conseil d'Administration sur proposition du Président. Il assure, sous l'autorité de l'Assemblée Générale ou du Conseil d'Administration, le fonctionnement du Groupement. A ce titre, il assure la direction administrative et opérationnelle du GIP.

Dans ses rapports avec les tiers, le Directeur engage le Groupement pour tout acte entrant dans l'objet de celui-ci. Le directeur est ainsi le représentant légal du Groupement, et le représente dans tous les actes de la vie civile. A ce titre, il a notamment compétence pour signer les contrats des personnels recrutés en propre par le GIP.

Dans le cadre des délibérations produites par le Conseil d'Administration, il signe les conventions et contrats en matière de dépenses.

Le Directeur du Groupement prépare les travaux du Conseil d'Administration, notamment, le budget et les budgets rectificatifs. Il exécute les délibérations de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration.

Il soumet le projet de budget annuel et le compte financier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale. Il soumet les projets de budgets rectificatifs au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale. Il est l'ordonnateur des dépenses et des recettes. Il est responsable des certifications qu'il délivre.

Le Directeur exerce également un droit de surveillance sur la gestion du GIP, et peut ainsi prendre connaissance à tout moment des informations portées sur les documents et registres de comptabilité.

Le Directeur exerce personnellement toutes ces attributions. Cependant, elles peuvent faire l'objet de délégations de signature ou/et de pouvoir.

### Article 19 : Bureau

Le Bureau est composé :

- des directeurs des composantes,
- du Président,
- du vice-Président,
- de deux représentants du Conseil d'Administration
- du Président du Conseil Scientifique et Éthique.

Instance de concertation et de réflexion, il prépare les décisions du Conseil d'Administration et les délibérations de l'Assemblée Générale.

Le Directeur et le Président du Conseil Scientifique et Éthique assistent aux séances du Bureau à titre consultatif.

### Article 20 : Conseil Scientifique et Éthique

Le Président du Conseil Scientifique et Éthique est nommé par le conseil d'administration sur proposition du Président. Il est choisi parmi des personnalités reconnues du monde scientifique et médical.

Il constitue un Conseil Scientifique et Éthique comprenant :

- le Président, le vice-Président,
- les Présidents des Conférences de Doyens,
- des personnalités qualifiées des différentes filières de santé (dites « composantes ») proposées par les conférences décanales. Il doit s'agir d'enseignants titulaires en activité.

Le Président du Conseil Scientifique et Éthique peut y convier le cas échéant :

- toutes personnalités qualifiées reconnues pour leurs compétences en matière de science et de technologie ou en raison de l'expérience acquise concourant au développement de la recherche, à la diffusion de la connaissance scientifique et pédagogique et à la coopération internationale ;
- toutes personnalités extérieures telles que les représentants des étudiants, le Président et le Directeur Général de(s) filiale(s), les Ordres, etc.

Le Conseil Scientifique et Ethique est un organe consultatif chargé d'une mission d'orientation de la politique scientifique et d'une mission de définition de la politique d'évaluation des programmes de l'UNESS.fr. Il est le garant de la qualité académique des programmes et des projets portés par l'UNESS.fr.

Il peut créer des commissions spécialisées et proposer la mise en place de groupes de travail. Plus particulièrement :

- Il examine les programmes et projets en fonction de leur intérêt scientifique, de leur adéquation aux missions et aux moyens de l'UNESS.fr et aux besoins des membres de l'UNESS.fr ;
- Il donne son avis sur les règles de procédure pour la mise en œuvre de chaque programme et projets ;
- Il donne son avis sur les règles et procédures de suivi des programmes et projets ;
- Il examine les programmes et projets engagés et contribue à leur déroulement ;
- Il définit la politique d'évaluation, donne son avis sur les procédures d'évaluation et, sur la base des résultats de l'évaluation, émet un avis sur la qualité scientifique des programmes et projets ;
- Il peut proposer de nouveaux programmes et projets.

Sur proposition des doyens des composantes et sur décision du Président, des groupes de travail peuvent être mis en place pour des sujets ou des actions intéressant le Groupement. Chaque groupe de travail définit son objectif, propose son responsable, fixe sa durée d'existence et assure le suivi de ses travaux. Il en informe régulièrement le Conseil Scientifique et Ethique. Il peut être dissous à tout moment sur décision argumentée du Président.

Le Conseil Scientifique et Ethique peut être investi par le Conseil d'Administration de missions spécifiques pour lesquelles il peut recourir à des compétences extérieures.

Ses avis consultatifs sont transmis au conseil d'administration.

## Article 21 : Publication

Chacun des membres s'engage à communiquer aux autres toutes les informations nécessaires à l'exécution des travaux de recherche en commun, informations qu'il détient ou qu'il obtiendra au cours desdites recherches dans la mesure où il peut le faire librement au regard notamment des engagements qu'il pourrait avoir avec des tiers.



Pendant la durée du Groupement, chacun des membres s'engage à informer les autres membres des travaux et recherches qui pourraient être effectués à partir des activités du Groupement.

Chacun des membres s'oblige à ne pas diffuser ni communiquer à des tiers les informations qui lui ont été désignées comme confidentielles (secrets de fabrique par exemple) par le membre dont elles proviennent.

#### **Article 22 : Brevets et exploitation des résultats**

Les autres créations brevetées ou non brevetées, qu'il s'agisse de logiciels, savoir-faire, dossiers techniques, ..., provenant d'études effectuées dans le cadre du Groupement sont la propriété de ce dernier.

#### **Article 23 : Marchés**

Le Groupement est soumis à la réglementation de la commande publique en vigueur.

#### **Article 24 : Règlement intérieur**

En tant que de besoin, un règlement intérieur relatif au fonctionnement du Groupement est établi par le Directeur du Groupement, soumis au Conseil d'Administration et approuvé par l'Assemblée Générale.

#### **Article 25 : Dissolution**

Le Groupement est dissous de plein droit par l'arrivée du terme de sa durée contractuelle, par la réalisation ou l'extinction de son objet, sauf prorogation. Il peut être dissous avant le terme fixé par la présente convention :

- par abrogation de l'acte d'approbation, pour justes motifs,
- par décision de l'Assemblée Générale.

#### **Article 26 : Liquidation**

La dissolution du Groupement entraîne sa liquidation. La personnalité morale du Groupement subsiste pour les besoins de celle-ci. L'Assemblée Générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par l'autorité administrative, les biens du Groupement sont dévolus à ses membres, au prorata des voix dont elles disposent suivant les modalités déterminées par l'Assemblée Générale.

#### **Article 27 : Conditions suspensives**

Conformément aux articles 1er et 2, 1er alinéa, du décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public, la présente convention est conclue sous réserve de son approbation par les ministres compétents.

La date de publication au Journal Officiel de la République Française de l'arrêté d'approbation par ces autorités correspond à la date d'entrée en vigueur de la présente convention.